ANNEXE I

SOMMAIRE

1. Schéma du cadre global de planification
2. Matrice des objectifs et mesures (2007-2010)
3. Matrice d'objectifs des réformes de finance publique
4. Tableaux des Comptes économiques
 - Compte du Produit Intérieur Brut
 - Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale
 - Résumé de la Balance des paiements d'Haïti (2002-2011)
 - Situation monétaire
5. Tableau de synthèse du chiffrage des coûts du DSNCRP
6. Schéma du cadre institutionnel de mise en œuvre
7. Tableaux des Indicateurs de suivi du DSNCRP.

Schéma du cadre global de planification en Haïti.

MATRICE D'OBJECTIFS/SYNTHESE DES MATRICES D' ACTIONS

1.- AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Promouvoir une agriculture moderne, créatrice de richesses et respectueuse de l'environnement permettant d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs		17,880,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur agricole (Voir PEMFAR en annexe)		300,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Promouvoir une agriculture durable et une meilleure gestion du foncier		8,840,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Relancer la production agricole		3,280,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Moderniser les infrastructures agricoles de base en milieu rural		4,150,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Promouvoir la pêche et l'aquaculture		195,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Promouvoir le développement des filières agro-alimentaires		450,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Promouvoir une nouvelle stratégie de commercialisation		465,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : Mettre en place des infrastructures d'appui à la production agricole		200,000,000	

2.- TOURISME			
OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Faire du Tourisme un levier de développement durable au bénéfice direct de la population		1,402,590,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Assurer la bonne gouvernance dans le secteur		344,940,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Développer un tourisme à large base territoriale		1,057,650,000	

3.- COMMERCE ET INDUSTRIE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Faire du Commerce et de l'Industrie des leviers de développement durable au bénéfice direct de la population		416,373,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Dynamiser l'effort d'incitation à l'investissement privé		95,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Promouvoir l'intégration économique régionale		138,146,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Reconquérir des parts de marchés perdus		155,227,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Relancer une industrie légère		0	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Promouvoir les investissements directs étrangers et nationaux		28,000,000	

4.INFRASTRUCTURES

OBJECTIFS	2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès de la population aux services et infrastructures structurantes en tant que vecteur de développement	58,559,763,800	
SOUS-SECTEUR TRANSPORTS	34,244,763,800	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: Renforcer la capacité institutionnelle du secteur (voir PEMFAR en annexe)		
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Concilier les arbitrages entre les régions et les contraintes de décentralisation	8,000,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Rapprocher les services du citoyen et rendre accessible aux usagers menaces d'exclusion des services essentiels	20,003,763,800	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Promouvoir un développement équilibre et équitable du système de transport	51,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Favoriser l'intégration d'Haïti dans la zone caraïbe et dans le commerce international.	6,190,000,000	
SOUS-SECTEUR ENERGIE ELECTRIQUE	24,037,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Assurer la maîtrise des décisions d'investissements et de régulation	12,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Dégager des recettes suffisantes pouvant couvrir les dépenses de fonctionnement et d'investissement	24,014,200,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : Renforcer le partenariat entre l'autorité organisatrice et les opérateurs de production	10,800,000	
SOUS-SECTEUR : LABORATOIRE NATIONAL BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	278,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : Renforcer le LNBTP (voir PEMFAR en annexe)	100,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : Renforcer les Recherches	178,000,000	

PILIER 2 : DEVELOPPEMENT HUMAIN – PRIORITE AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

33,037,555,925

1.- EDUCATION ET FORMATION

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire, fondamental et professionnel		21,132,555,925	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur (Voir PEMFAR en annexe)			
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves pauvres		16,051,950,790	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Améliorer la qualité de l'éducation par la requalification des enseignants et des directeurs d'école		1,545,250,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Offrir un encadrement adéquat aux écoles, élèves et parents		2,775,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif		740,355,135	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Accroître les ressources publiques allouées au secteur éducatif		20,000,000	

2.- SANTE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Promouvoir un système de santé moderne et largement accessible aux groupes vulnérables		7,641,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur Santé (voir PEMFAR en Annexe)			
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Réhabiliter, construire et aménager les infrastructures sanitaires		6,400,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: Renforcer les Unités Communales de Santé		12,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Renforcer la prise en charge des maladies prioritaires		300,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Améliorer de la gestion des déchets en milieux hospitaliers		135,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Garantir a la population l'accès a des médicaments essentiels		78,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Réduire le taux de mortalité maternelle		628,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : Augmenter le taux de prévalence contraceptive		88,000,000	

3.- EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès aux services d'hygiène, d'assainissement et à l'approvisionnement en eau potable de qualité et de moindre coûts pour la collectivité		4,264,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Restructurer le Ministère des TPTC pour lui permettre d'assumer les fonctions de régulation du secteur (Voir Matrice PEMFAR en annexe)		136,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : dégager des recettes suffisantes pouvant couvrir les dépenses de fonctionnement et d'investissements.		60,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Fournir des services élémentaires aux populations des bidonvilles et celles à bas revenus du milieu rural		4,068,000,000	

PILIER 3 : GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE – PRIORITE A LA JUSTICE ET A LA SECURITE

1.- JUSTICE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Assurer un environnement favorable au développement rapide et durable à travers une justice accessible, crédible, efficace, compétente et un état civil permettant à chaque citoyen de posséder une identité personnelle propre lui assurant une existence juridique.		6,089,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Restructurer et réorganiser le MJSP pour le rendre apte à assurer le leadership dans la mise en œuvre du Plan Stratégique de la Réforme de la Justice et lui permettre de s'approprier le processus de cette réforme en harmonie avec les acteurs judiciaires et la société civile comme partenaires privilégiés.		750,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Renforcer le Pouvoir Judiciaire		880,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Faciliter l'accès des tribunaux et leur efficacité		1,549,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Améliorer les conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire		2,720,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Modernisation de la législation		190,000,000	

11.- SECURITE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Assurer la sécurité des personnes, de leurs biens et de leurs activités de production		5,027,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Combattre l'insécurité galopante par des actions hardies		2,020,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Améliorer l'image de la Police Nationale		3,007,000,000	

III.- GOUVERNANCE DE PROXIMITE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Rapprocher le Gouvernement des citoyens par le biais de la décentralisation et de la déconcentration		1,219,600,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités d'intervention du MICT et du MPCE		545,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Faire des communes et des départements des acteurs du développement		538,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Renforcer les capacités financières des collectivités territoriales		136,600,000	

POLITIQUES ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET TRANSVERSALES

1.- SECURITE ALIMENTAIRE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'intégration et la coordination des politiques alimentaires et des stratégies permettant la réalisation du droit humain à l'alimentation		93,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Définir un cadre favorable au renforcement de la sécurité alimentaire et au contrôle de son application		39,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Mettre en place des Mécanismes transversaux		12,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Renforcer les capacités départementales d'intégration inter sectorielle et inter institutionnelle		34,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Assurer le suivi de la sécurité alimentaire et de la pauvreté		8,000,000	

2.- ÉGALITÉ DE SEXE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Assurer le Respect des Droits des Femmes et l'Application du Gender Mainstreaming dans les Politiques Publiques		1,279,054,794.95	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Conceptualiser, Développer et mettre en place une politique d'égalité des sexes		7,088,484	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur Genre		120,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: Améliorer la situation des femmes		647,196,577	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4: Promouvoir et renforcer les droits des femmes		143,699,696	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Promouvoir l'éducation et le droit à la santé des femmes et des filles		286,549,276	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Reformuler les procédures judiciaires et légales en regard des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes		28,300,199	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Sensibiliser et éduquer les décideurs/euses et les populations pour l'élimination des discriminations et du sexisme		46,220,562.80	

3.-ENVIRONNEMENT

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la gestion de l'environnement en vue de contribuer à la croissance durable tout en assurant la sécurité économique et sociale des pauvres et la sécurité des écosystèmes qui supportent la vie		5,582,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1- : Améliorer la gouvernance environnementale		40,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Réduire la vulnérabilité environnementale des pauvres aux risques et désastres naturels et s'adapter aux changements climatiques		744,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Mieux Gérer les villes sur le plan de l'environnement		40,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Gérer de façon intégrée les ressources en eau		120,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande de bois		3,360,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : Lutter contre la dégradation des terres et gérer durablement la biodiversité		358,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : Lutter contre la pollution sous toutes ses formes		280,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : Suivre et surveiller l'environnement		320,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : Faire de l'environnement un centre d'attraction pour les investissements et les opportunités d'affaires		320,000,000	

4.- PROTECTION SOCIALE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Réduire l'exclusion et renforcer la protection sociale		1,518,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du MAST		20,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Insérer socialement et économiquement les Handicapés		430,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Supporter et encadrer le troisième âge		285,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Encadrer les adolescents, les déportés, les jeunes adultes en situation difficile		783,000,000	

5.- CULTURE ET COMMUNICATION

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Faire de la culture et de la communication les principaux fondements du développement économique et social du pays		1,752,020,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités institutionnelles du secteur Culture et Communication		897,500,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Protéger et mettre en valeur le patrimoine national		774,120,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Promouvoir la production artistique, littéraire et artisanale		80,400,000	

6.- DEVELOPPEMENT URBAIN

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL: Contribuer au développement urbain durable et a la réduction de la pauvreté a travers 1) l'élaboration et l'appui a la mise en oeuvre de plans de développement et de réhabilitation des quartiers précaires 2) la maîtrise de la croissance urbaine, le développement d'outils adéquats 3) le renforcement des capacités des autorités et des communautés bénéficiaires		1,596,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: Rendre opérationnel et efficiente la gouvernance locale		648,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Urbaniser les villes en aménageant les espaces d'habitat précaire		624,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: Renforcer le processus participatif dans la réhabilitation de l'habitat précaire		204,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4: Rechercher les financements pour des projets a la base		120,000,000	

7.- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Contribuer à la reconstruction du territoire national en tant que moyen d'arriver à long terme à un développement équilibré et durable du pays		15,765,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Mettre en place le cadre stratégique et normatif du développement national		1,565,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Dynamiser les régions		14,200,000,000	

8 : RISQUES ET DESASTRES

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GENERAL : Améliorer les capacités d'intervention du SNGRD en renforçant la DPC, le SPGRD et les structures territoriales de protection civile		69,800,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Renforcer les capacités d'action de la DPC et du SPGRD		44,300,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Renforcer les capacités d'intervention des structures de terrain de protection civile		25,500,000	

9.- RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ETAT

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Renforcer les capacités institutionnelles		3,129,200,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: Poursuivre la réforme de l'Administration Centrale de l'Etat		129,200,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Mise en place du nouveau système de fonction publique		328,300,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : Instauration d'une déconcentration effective des services publics		178,500,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : Lancement du processus de décentralisation		274,200,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : Modernisation du cadre physique des services publics		2,219,000,000	

10- CADRE GENERAL D'APPUI AU SECTEUR PRIVE

OBJECTIFS		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le cadre des Affaires		110,300,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: Aménager le cadre légal de l'activité économique et du développement de l'économie de marche		23,000,000	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Renforcer les institutions garantissant l'initiative privée, la liberté d'entreprise, l'économie de marche et la compétitivité		87,300,000	

RESUME

PILIER 1: LES VECTEURS DE CROISSANCE	78,258,726,800	51%
PILIER 2: DEVELOPPEMENT HUMAIN-PRIORITE AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	33,037,555,925	21%
PILIER 3: GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE-PRIORITE A LA JUSTICE ET A LA SECURITE	12,335,600,000	8%
POLITIQUES ET STRATEGIES SPECIFIQUES TRANSVERSALES	30,894,374,795	20%
TOTAL	154,526,257,520 \$3,863,156,438	100%

MATRICE D'OBJECTIFS DES REFORMES DE FINANCES PUBLIQUES

OBJECTIF GENERAL: REFORMER LES FINANCES PUBLIQUES HAITIENNES		2007-2010	PARTENAIRES
OBJECTIF SPECIQUE 1: Renforcer les liens entre allocations ressources et priorités du Gouvernement définies dans le DNSCRP et la stratégie sectorielle	N.D	N.D	
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: Améliorer l'exécution budgétaire	N.D	N.D	
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: Améliorer la transparence de l'information budgétaire	N.D	N.D	
OBJECTIF SPECIFIQUE 4: Intégrer graduellement les dépenses financées sur ressources extérieures dans le budget du secteur	N.D	N.D	
OBJECTIF SPECIFIQUE 5: Evaluer l'impact des dépenses budgétaires et faire le suivi des résultats budgétaires	N.D	N.D	

N.D. : Informations Non Disponibles

TABLEAUX DES COMPTES ECONOMIQUES

Compte du Produit Intérieur Brut (en millions de gourdes à prix courants)	Projections									
	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB	94 028	119 758	140 387	168 034	200 456	225 052	256 096	286 316	315 634	345 298
Importations	33 548	57 326	61 432	68 610	86 255	83 227	92 437	108 040	125 325	139 110
Ressources	127 576	177 084	201 819	236 644	286 711	308 279	348 533	394 356	440 959	484 408
Consommation	92 140	121 378	143 162	167 291	200 186	224 675	250 658	280 737	308 250	334 143
Investissement	23 570	36 758	38 386	46 072	57 861	69 896	81 918	95 189	111 276	125 853
Exportations	11 866	18 948	20 271	23 281	28 664	13 708	15 956	18 430	21 434	24 413
Emplois	127 576	177 084	201 819	236 644	286 711	308 279	348 533	394 356	440 959	484 408

Compte du Produit Intérieur Brut (en millions de gourdes de 1986-1987)	Projections									
	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB	12 968	13 015	12 557	12 783	13 079	13 469	13 967	14 526	15 107	15 711
Importations	14 757	15 225	15 063	15 449	16 160	17 219	17 673	18 727	19 637	20 051
Ressources	27 725	28 240	27 620	28 232	29 239	30 688	31 640	33 253	34 744	35 762
Consommation	20 514	20 691	19 921	20 359	21 162	21 882	22 253	23 185	23 792	24 103
Investissement	4 390	4 526	4 381	4 443	4 541	4 922	5 126	5 262	5 470	5 538
Exportations	2 821	3 023	3 318	3 430	3 536	3 885	4 261	4 806	5 482	6 121
Emplois	27 725	28 240	27 620	28 232	29 239	30 688	31 640	33 253	34 744	35 762

Taux de croissance du PIB réel	-0.3%	0.4%	-3.5%	1.8%	2.3%	3.0%	3.7%	4.0%	4.0%	4.0%

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale (en millions de gourdes)	Projections									
	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
Recettes totales	7 828	10 748	12 606	16 255	20 109	23 196	29 942	34 339	39 295	45 453
Recettes totales	7 828	10 748	12 606	16 255	20 109	23 196	29 942	34 339	39 295	45 453
Recettes courantes	7 826	10 748	12 606	16 255	20 109	23 196	29 942	34 339	39 295	45 453
Recettes internes	5 757	7 979	9 095	11 980	14 010	16 368	20 682	23 626	28 329	32 769
Recettes douanières	2 069	2 769	3 511	4 275	6 099	6 828	9 260	10 713	10 966	12 684
Autres recettes courantes	2	0								
Dépenses totales	10 978	14 870	15 644	16 968	21 283	21 886	32 788	39 647	44 876	52 334
Dépenses courantes	9 070	10 843	11 171	14 854	18 563	15 845	26 564	31 651	34 674	39 386
Traitements et salaires	3 480	3 869	4 131	5 699	6 471	8 087	12 617	14 430	15 564	17 870
Dépenses de fonctionnement	4 270	4 475	4 582	4 151	4 862	1 165	7 515	9 563	11 372	13 183
Subventions et transferts	768	1 446	1 166	3 992	5 552	5 329	5 607	6 099	6 002	6 591
Paiement d'intérêts	552	1 053	1 292	1 012	1 678	1 264	825	1 559	1 737	1 741
Dépenses d'investissement	1 908	4 027	4 473	2 114	2 720	6 041	6 224	7 996	10 201	12 948
Solde courant	-1 244	- 95	1 435	1 401	1 546	7 351	-2 175	4 175	6 223	8 032
Solde global	-3 150	-4 122	-3 038	- 713	-1 174	1 310	-2 846	-5 308	-5 581	-6 881
Financement	3 150	4 122	3 038	713	1 174	-1 310	2 846	5 308	5 581	6 881
Financement interne	3 311	3 384	3 049	- 126	- 167	-1 758	- 410	- 910	- 910	- 910
Autorités monétaires	2 897	3 645	2 903	6	- 334	-1 129	0	0	0	0
Banques commerciales	- 42	9	59	- 47	119	- 68	- 410	- 410	- 410	- 410
Autres	456	- 270	87	- 85	48	- 561	0	- 500	- 500	- 500
Financement externe	- 161	738	- 11	839	1 341	448	3 256	-1 759	-1 759	-1 759
dont : Appui budgétaire						- 950	1 311	2 053	4 216	4 579
Dons							3 607	...	...	...
Tirage							720	...	...	...
Rééchelonnement Club de Paris							129	0	0	0
PPE							531	864	0	0
Gap de financement								7 977	8 250	9 550
Gap de financement (US \$)								222	229	265

Résumé de la balance des paiements d'Haïti (en millions de dollars EU)	Projections									
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Compte de transactions courantes	- 30	- 46	- 57	114	- 1	67	- 12	- 153	- 199	- 193
Compte de transactions courantes (hors dons)	- 165	- 183	- 157	- 214	- 381	- 361	- 460	- 611	- 687	- 709
Balance commerciale	- 708	- 783	- 833	- 850	-1 054	-1 086	-1 231	-1 392	-1 516	-1 602
Exportations de biens	274	333	378	459	494	553	698	786	875	963
dont exportations de l'industrie d'assemblage	221	278	320	397	435	491	631	713	795	877
Importations de biens	- 983	-1 116	-1 211	-1 308	-1 548	-1 640	-1 929	-2 178	-2 391	-2 564
dont produits pétroliers	- 157	- 196	- 218	- 313	- 397	- 400	- 450	- 467	- 473	- 486
Services nets	- 93	- 166	- 204	- 313	- 336	- 357	- 400	- 453	- 492	- 518
Crédit	164	135	133	138	197	230	290	327	364	400
Débit	- 256	- 301	- 337	- 452	- 533	- 587	- 690	- 780	- 856	- 918
Revenus nets	- 13	- 16	- 12	- 37	7	1	- 4	2	12	22
Transferts courants nets	784	918	993	1 313	1 382	1 509	1 623	1 690	1 797	1 905
Transferts officiels nets	135	137	100	328	380	428	448	458	488	516
Transferts privés nets	649	781	893	985	1 002	1 081	1 175	1 232	1 309	1 389
Compte capital et Compte des opérations financières	- 42	27	89	- 58	88	90	89	93	141	144
Investissement étranger direct	5	14	6	26	160	80	80	80	80	80
Flux nets de capitaux en direction du secteur public	- 25	- 3	- 10	31	51	23	43	50	98	103
Flux nets du secteur bancaire	3	- 47	29	- 76	- 83	- 13	- 34	- 37	- 38	- 39
Erreurs et omissions nettes	- 25	63	65	- 40	- 39	0	0	0	0	0
Balance globale	- 72	- 19	33	56	88	157	77	- 60	- 58	- 49
Financement	72	19	- 33	- 56	- 88	- 157	- 77	- 93	- 102	- 103
Variation des avoirs de réserve	49	21	- 51	- 22	- 107	- 199	- 118	- 124	- 114	- 103
Variation des engagements	- 8	- 11	- 2	9	10	21	23	23	12	0
Variation des arriérés	31	9	20	- 43	9	- 45	0	0	0	0
Autres (dont rééchelonnement de la dette et PPTE)	0	0	0	0	0	67	18	8	0	0
Gap de financement	0	0	0	0	0	0	0	153	160	151

Situation monétaire (en millions de Gourdes)		Projections								
		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
Avoirs extérieurs nets	8 421	13 475	12 683	18 630	24 000	30 493	35 866	41 660	47 775	54 147
Avoirs intérieurs nets	28 808	38 553	44 078	49 660	51 091	51 895	54 737	59 016	63 503	67 771
Crédit au secteur public (hors comptes spéciaux)	15 229	18 700	21 097	21 159	20 118	20 118	20 118	20 118	20 118	20 118
Crédit à l'administration centrale	15 219	18 611	21 401	21 322	20 570	20 124	20 124	20 124	20 124	20 124
Autres crédits au secteur public	10	89	- 303	- 163	- 452	- 6	- 6	- 6	- 6	- 6
Crédit au secteur privé	14 512	19 365	21 142	25 609	27 019	28 399	31 241	35 520	39 778	43 845
Autres postes nets (y compris comptes spéciaux)	- 932	488	1 839	2 892	3 955	3 378	3 378	3 378	3 607	3 808
Agrégat M3 - Monnaie au sens large	37 229	52 028	56 761	68 290	75 091	82 388	90 602	100 677	111 278	121 918
Monnaie en circulation	6 652	8 443	8 685	10 547	11 159	12 018	12 982	14 285	15 630	16 905
Dépôts	30 576	43 585	48 076	57 743	63 932	70 370	77 621	86 391	95 648	105 013
Dépôts en gourde	16 810	21 903	25 824	28 292	31 533	33 962	36 685	40 369	44 168	47 773
Dépôts en dollar	13 766	21 683	22 252	29 451	32 399	36 408	40 936	46 022	51 480	57 241

TABLEAU DES COUTS PAR PILIER ET STRATEGIE

TABLEAU DES COUTS PAR PILIER ET STRATEGIE

PILIER	DSNCRP	PIP 2007-2008	FINANCEMENT A RECHERCHER
	3 ANS	1 AN	2ANS
PILIER 1: LES VECTEURS DE CROISSANCE			
AGRICULTURE	17,880,000,000	2,261,222,620	15,618,777,380
TOURISME	1,402,590,000	72,000,000	1,330,590,000
COMMERCE ET INDUSTRIE	416,373,000	258,141,600	158,231,400
INFRASTRUCTURES	58,559,763,800	20,174,479,981	38,385,283,819
TOTAL PILIER 1	78,258,726,800	22,765,844,201	55,492,882,599
PILIER 2: DEVELOPPEMENT HUMAIN-PRIORITE AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE			
EDUCATION ET FORMATION	21,132,555,925	1,342,996,776	19,789,559,149
SANTE	7,641,000,000	264,237,896	7,376,762,104
EAU ET ASSAINISSEMENT	4,264,000,000	4,026,938,290	237,061,710
TOTAL PILIER 2	33,037,555,925	5,634,172,962	27,403,382,963
PILIER 3: GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE - PRIORITE A LA JUSTICE ET A LA SECURITE			
JUSTICE	6,089,000,000	2,400,000,000	3,689,000,000
SECURITE	5,027,000,000	602,515,456	4,424,584,544
GOUVERNANCE DE PROXIMITE	1,219,600,000	68,000,000	1,151,600,000
TOTAL PILIER 3	12,335,600,000	3,070,515,456	9,265,084,544
POLITIQUE ET STRATEGIES SPECIFIQUES ET TRANSVERSALES			
SECURITE ALIMENTAIRE	93,000,000	42,000,000	51,000,000

EGALITE DES SEXES	1,279,054,795	41,000,000	1,238,054,795
ENVIRONNEMENT	5,582,000,000	1,367,889,304	4,214,110,696
PROTECTIONS SOCIALES	1,518,000,000	95,000,000	1,423,000,000
CULTURE ET COMMUNICATION	1,752,020,000	108,320,000	1,643,700,000
DEVELOPPEMENT URBAIN	1,596,000,000	N.D	1,596,000,000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	15,765,000,000	5,173,106,895	10,591,893,105
RISQUES ET DESASTRES	69,800,000	329,750,134	(259,950,134)
RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ETAT	3,129,200,000	N.D	
CADRE INCITATIF D'APPUI AU SECTEUR PRIVE	110,300,000	N.D	
TOTAL POLITIQUES ET STRATEGIES TRANSVERSALES	30,894,374,795	7,157,066,333	20,497,808,462
TOTAL	154,526,257,520	38,627,598,953	115,889,658,567
	\$ 3,863,156,438		

SCHEMA DU CADRE INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI

Présidence de la République
Commission Nationale des Investissements
(CNI)

TABLEAUX DES INDICATEURS DE SUIVI

Tableau 1 : NOYAU DES INDICATEURS D'OBJECTIFS

OBJECTIFS	INDICATEURS	Type d'indicateur	Fréquence	Source données
Jeter les bases pour une bonne gouvernance économique et une modernisation de l'Etat				Dépouillement spécifique; Enquête auprès des usagers des services publics; QUIBB; Transparency International
	Indicateur d'Etat de droit	Résultat	Court terme	
	Indice de perception de la corruption	Résultat	Court terme	
	Représentation des femmes aux différents instances (niveaux électifs et nominatifs)	Résultat	Court terme	
	Proportion de l'aide publique au développement (APD) consacrée aux secteurs prioritaires	Résultat	Court terme	
	Dépenses publiques engagées en % du PIB	Intrant	Court terme	
Mettre en place un partenariat décentralisé et participatif en vue de faciliter l'accès aux collectivités territoriales à des ressources d'investissement tout en renforçant les capacités managériales au niveau local				QUIBB; Enquête 123; ECVH; Statistiques environnementales
	Dépenses publiques engagées en % du PIB	Intrant	Court terme	
	Indice de classification des communes en fonction des infrastructures socioéconomiques de base	Impact	Long terme	
	Proportion de zones forestières	Impact	Long terme	
	Pourcentage de ménages utilisant des combustibles solides (bois et charbon de bois)	Résultat	Court terme	
Renouer avec la croissance économique				IHSI, BRH et MEF
	Ratio Exportations / PIB	Résultat	Court terme	
	Taux de croissance de l'investissement direct étranger	Résultat	Court terme	
	Classement Climat des investissements	Résultat	Court terme	
	Coût moyen de création d'une nouvelle entreprise	Résultat	Court terme	

Reconstituer de façon substantielle le stock de capital humain				Enquête annuelle sur les infrastructures socio-économiques de base QUIBB; Enquête 123; EMMUS; ECVH
	Dépenses publiques engagées en % du PIB	Intrant	Court terme	
	Taux de prévalence contraceptive – Méthodes modernes	Résultat	Court terme	
	Pourcentage d'Unités Communales de Santé (UCS) disposant d'un paquet minimum de service	Résultat	Court terme	
	Taux de mortalité infanto-juvénile	Impact	Long terme	
	Proportion de femmes ayant fait une consultation prénatale	Résultat	Court terme	
	Proportion de la population ayant durablement accès à des médicaments de base d'un coût abordable	Résultat	Court terme	
	Taux net de scolarisation du secondaire	Résultat	Court terme	
	Taux de réussite des élèves aux examens officiels	Résultat	Court terme	
	Indice d'accès à l'eau courante	Produit	Court terme	
Indice d'accès aux services primaires d'assainissement	Produit	Court terme		

TABEAU 2 : NOYAU DES INDICATEURS DE RESULTATS

Domaines d'action	Indicateurs	Type d'indicateur	Fréquence	source données
Pauvreté Monétaire	Proportion de la population disposant de moins d'un dollar PPA par jour au niveau national (incidence de la pauvreté extrême)	Impact	Long Terme	ECVH; EBCM; PNUD
	Proportion de la population disposant de moins de deux dollars PPA par jour au niveau national (incidence de la pauvreté)	Impact	Long Terme	
Education	Budget de l'Education dans le budget total de l'Etat (en %)	Intrant	Court Terme	Budget de l'Etat; Ministère de l'Education; Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation
	Taux net de scolarisation au primaire	Résultat	Moyen terme	
	Taux d'alphabétisation des adultes pour les deux sexes	Résultat	Moyen terme	
Santé	Budget de la santé dans le budget total de l'Etat (en %)	Intrant	Court Terme	Budget de l'Etat; MSPP et EMMUS
	Taux de mortalité maternelle (100000 naissances vivantes) %0000	Impact	Moyen Terme	
	Taux de Mortalité infantile (pour mille)	Impact	Moyen terme	
Environnement, Eau, Assainissement et Infrastructure	Part du budget consacrée aux infrastructures de base	Intrant	Court Terme	EBCM; MTPTC, CAMEP
	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable (zones urbaines et rurales)	Produit produit	Moyen terme	
	Kilomètres de routes construites	Produit produit	Court Terme	
Agriculture	part du budget allouée à l'agriculture	Intrant	Court terme	IHSI; MADRN
	Poids de l'agriculture dans le PIB	Résultat	Moyen terme	

Décentralisation	% des dépenses publiques au niveau des collectivités	intranant	Court terme	Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales
	Quantité de services publics fournis par les collectivités locales	produit	Court terme	
Emploi	Nombre d'emplois permanents créés	Résultat	Moyen terme	Enquête 123
Participation des femmes	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur	Résultat	Moyen Terme	Ministère de l'éducation
	% de femmes entrepreneurs	Résultat	Moyen Terme	
Gouvernance/ Corruption	Part du budget annuel de la Justice par rapport au budget de l'Etat	Intranant	Court terme	PNH; Transparency International; Budgets de l'Etat; Banque mondiale
	Nombre de cas de corruption punis par la loi	Résultat	Court terme	
Macroéconomie	Taux de croissance annuelle du PIB	Résultat	Court terme	IHSI; MEF; BRH
	Taux d'intérêt réel	Contexte	Court Terme	
	Taux d'investissement privé	Résultat	Court Terme	
	Taux d'investissement public	Résultat	Court Terme	